

# COMPTE-RENDU ANNUEL D'ACTIVITÉ 2017

*(Loi n°71-498 du 29 juin 1971 et  
Décret n°2004-1463 du 23 décembre 2004 relatifs aux experts judiciaires)*

**A expédier à l'adresse suivante, avant le 1<sup>er</sup> mars 2018 :**

Cour de cassation – Parquet général  
Service des Experts  
5, quai de l'Horloge – TSA n° 89202  
75055 PARIS CEDEX 01

**NOM :** .....

*(pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse. Le cas échéant nom d'usage)*

**PRÉNOM :** .....

**Inscrit(e) sur la liste de la cour d'appel d**.....

**Rubriques d'inscription sur la liste nationale :**

*Préciser le numéro et le libellé exact des rubriques  
selon la nomenclature fixée par l'arrêté du 10 juin 2005  
relatif à la nomenclature prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 23 décembre 2004  
modifié par les arrêtés du 22 février 2006 et du 12 mai 2006*

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**I.**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A VOTRE IDENTITÉ**

<i>A ne remplir qu'en cas de modification dans l'année écoulée</i>	
Nom <i>(Pour les femmes mariées, nom de jeune fille suivi du nom d'épouse)</i>	
Prénom	
Nationalité	
Profession <i>(Préciser le cas échéant le nom et l'adresse de l'employeur)</i>	
Adresse professionnelle <i>(qui figurera sur l'annuaire)</i>	
Adresse personnelle	
Tél. personnel	.....
Tél. professionnel	.....
Tél. portable	.....
N° de fax	.....
Adresse mail	.....
Fonctions juridictionnelles exercées <i>(préciser lesquelles)</i>	
Nombre d'expertises effectuées pour le compte de compagnies d'assurances ou de mutuelles <i>(entre le 1er janvier 2015 le 31 décembre 2017)</i>	



**III.**  
**TABLEAUX D'ACTIVITÉ EXPERTALE**  
**entre le 1<sup>ER</sup> JANVIER 2017 et le 31 DÉCEMBRE 2017**

*Remplir un jeu de cadre par spécialité (Distinguer notamment l'interprétariat de la traduction).*

Nom		
Prénom		
Branche Rubrique Spécialité	Codage	Libellé

**1. Etat récapitulatif de l'activité 2017 :**

*(A remplir impérativement)*

Nombre d'expertises ordonnées	
Nombre de rapports déposés	
Nombre d'expertises en cours au 31 décembre 2017	

## 2. Etat détaillé des rapports déposés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017

Sur ces états, doivent figurer par ordre chronologique les expertises judiciaires (et non les expertises ordonnées par les juridictions administratives ou les CRCI) :

- 1/ ordonnées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 mais ayant donné lieu à un rapport déposé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017,
- 2/ ordonnées et déposées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017.

Juridiction <i>(type de juridiction et localisation)</i>	N° de répertoire civil ou n° de parquet	Date de la décision <i>(commettant l'expert)</i>	Délai imparti pour le dépôt du rapport	Si prorogation(s), délai(s) imparti(s) et date(s)	Date de dépôt du rapport définitif	Observations *

\* Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.

### 3. Etat détaillé des expertises en cours au 31 décembre 2017

Juridiction <i>(type de juridiction et localisation)</i>	N° de répertoire civil ou n° de parquet	Date de la décision <i>(commettant l'expert)</i>	Délai imparti pour le dépôt du rapport	Si prorogation(s), délai(s) imparti(s) et date(s)	Observations *

\* Dans la case observations, mentionner les difficultés ou incidents de procédure qui ont pu expliquer des retards ou des prorogations de délais (ex : difficultés relatives aux consignations, aux scellés notamment) ; les procédures de référé ; les désignations comme sapiteur et non expert ; les dossiers criminels ; les dossiers concernant des mineurs.

**IV.  
DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**

**Je soussigné(e) affirme n'avoir été ni l'auteur de faits ayant donné lieu la condamnation pénale pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.**

**Je soussigné(e) affirme ne pas avoir été frappé(e) de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du code de commerce.**

**Je soussigné(e) certifie sur l'honneur l'exactitude des indications fournies ci-dessus et je m'engage à porter à la connaissance du procureur général près la Cour de cassation toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation.**

**Fait à ....., le .....**

**Signature**